



Communiqué de presse de l'Assemblée des Délégué-es du PCS Suisse du 31 août 2013 à Fribourg

Pas de libéralisation des heures d'ouverture des shops de stations-service OUI à la loi sur les épidémies et à la suppression de l'obligation de servir

Lors de son Assemblée des Délégué-es (AD) qui s'est tenue à Fribourg le 31 août, le PCS a dit NON à la modification de la loi sur le travail, a approuvé la révision de la loi sur les épidémies, et s'est prononcé en faveur de la suppression de l'obligation du service militaire.

C'est à la quasi unanimité que les délégué-es du PCS Suisse réunis à Fribourg ont rejeté les modifications à la loi fédérale sur le travail. Au vu de la volonté manifestée par les partis bourgeois de supprimer à travers la tactique du salami l'interdiction générale du travail de nuit et le dimanche, il faut répondre avec fermeté : la santé du personnel de la vente prime sur la possibilité d'acheter des saucisses à toute heure de la nuit.

C'est de manière tout aussi claire que les délégué-es se sont exprimés en faveur de la révision de la loi sur les épidémies. La confiance dans la sagesse du Conseil fédéral, du parlement, et des directeurs cantonaux de la santé en ce qui concerne une meilleure protection de la population des maladies transmissibles, a pesé davantage que les arguments portés par les différents comités référendaires qui ont été interprétés comme trop poussés et introduisant un alarmisme exagéré.

L'initiative demandant la suppression de l'obligation de servir dans l'armée a été discutée de manière intensive. En fin de compte, une majorité des délégué-es soutient l'initiative. C'est le point de vue selon lequel les gens peuvent être engagés avec des compétences plus ciblées dans une armée de volontaires, qui l'a emporté.

En sus des discussions concernant les mots d'ordre en vue des votations, les délégué-es ont également débattu un éventuel changement du nom du parti, ainsi que de la proposition du Comité suisse concernant des actions concrètes.

Cette question du nom est souvent posée par des sections du PCS avant et après les élections. Notre ligne politique est claire. L'espace politique pour un PCS Suisse indépendant existe et un parti national est nécessaire et n'est pas remis en question. La discussion concernant le nom apparaît justifiée, mais seules des actions peuvent mener en avant le PCS en tant que parti chrétien-social indépendant. Le PCS veut conclure rapidement cette discussion entamée l'année dernière et passer à la politique des faits. Le Comité du PCS Suisse propose aux sections de clarifier le nom du parti national avec le complément suivant:

Mitte links – CSP / Centre gauche – PCS

La décision en faveur ou contre cette proposition sera prise par les délégué-es lors de l'AD du 26 octobre prochain.

PCS Suisse, Secrétariat national, Marlies Schafer-Jungo, Eichenstrasse 79, 3184 Wünnewil,
Tel. 026 496 30 74, Natel: 076 542 29 18, e-mail: info@csp-pcs.ch, Homepage: www.csp-pcs.ch